

CORONAVIRUS

L'INTÉGRALE (OU PRESQUE) DES TEXTES RELATIFS AUX MESURES LIÉES AU COVID-19

29 AVRIL 2020

1. Lois	2
2. Ordonnances	2
3. Questions-réponses thématiques	3
4. Déplacements et fermeture des établissements recevant du public	4
5. Economie / Impôt	4
6. Organisation du travail	4
7. CNIL	5
8. Activité partielle	5
9. Arrêt maladie	6
10. Formation – apprentissage	6
11. Santé au travail	6
12. Guides sectoriels et fiches métiers utiles	7
13. URSSAF	7
14. Dialogue social	8
15. Inspection du travail	8
16. Stagiaires	8
17. Travailleurs étrangers	8
18. Organisation juridictionnelle	8

Les Informations officielles sur l'épidémie sont accessibles
www.gouvernement.fr/info-coronavirus

1. Lois

- Loi de finances rectificative pour 2020 (23 mars)
- Loi de finances rectificative pour 2020 (25 avril)
- Loi ordinaire d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (23 mars)
- Loi organique d'urgence (30 mars)

2. Ordonnances

- Dossier presse du gouvernement
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période
- Ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale
- Ordonnance n° 2020-310 du 25 mars 2020 portant dispositions temporaires relatives aux assistants maternels et aux disponibilités d'accueil des jeunes enfants
- Ordonnance n° 2020-311 du 25 mars 2020 relative à l'adaptation temporaire des règles d'instruction des demandes et d'indemnisation des victimes par l'Office national d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales et par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante
- Ordonnance n° 2020-312 du 25 mars 2020 relative à la prolongation de droits sociaux
- Ordonnance n° 2020-313 du 25 mars 2020 relative aux adaptations des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux
- Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation
- Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos
- Ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421 2 du code du travail
- Ordonnance n° 2020-328 du 25 mars 2020 portant prolongation de la durée de validité des documents de séjour
- Ordonnance n° 2020-385 du 1er avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat
- Ordonnance n° 2020-386 du 1er avril 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle
- Ordonnance n° 2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle
- Ordonnance n° 2020-388 du 1er avril 2020 relative au report du scrutin de mesure de l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés et à la prorogation des mandats des conseillers prud'hommes et membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles

- Ordonnance n° 2020-389 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel
- Ordonnance n° 2020-405 du 8 avril 2020 portant diverses adaptations des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif
- Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19
- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19
- Ordonnance n° 2020-430 du 15 avril 2020 relative à la prise de jours de réduction du temps de travail ou de congés dans la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale au titre de la période d'urgence sanitaire
- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19

3. Questions-réponses thématiques

- Questions-réponses prime exceptionnelle
- Questions-réponses Mesures de prévention dans l'entreprise contre le COVID-19 - Masques
- Questions-réponses service de santé au travail
- Questions-réponses responsabilité de l'employeur - droit de retrait
- Questions-réponses télétravail
- Questions-réponses mesures de prévention hors COVID-19
- Questions-réponses garde d'enfants et personnes vulnérables
- Questions-réponses indemnisation chômage
- Questions-réponses formation professionnelle
- Questions-réponses apprentissage
- Questions-réponses activité partielle
- Questions-réponses adaptation de l'activité, congés, mise à disposition
- Questions-réponses dialogue social au sein de l'entreprise
- Questions-réponses embauche, démission, sanctions, licenciement
- Questions-réponses handicap
- Questions-réponses prime exceptionnelle et épargne salariale
- Questions-réponses employeurs inclusifs
- Questions-réponses fonds social européen
- Questions-réponses sur l'indemnisation du chômage
- Questions-réponses fonction publique
- Questions-réponses FNE Formation
- Questions-réponses du ministère de l'Intérieur
- Questions-réponses URSSAF

4. Déplacements et fermeture des établissements recevant du public

- Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire
- Attestation et justificatif de déplacements professionnels
- FAQ du ministère de l'intérieur
- Décret n° 2020-264 du 17 mars 2020 portant création d'une contravention réprimant la violation des mesures destinées à prévenir et limiter les conséquences des menaces sanitaires graves sur la santé de la population

5. Economie / Impôt

- Communiqué du ministère de l'économie sur les mesures d'aide aux entreprises en matière de cotisations sociales et d'impôt
- FAQ MINEFI
- Tenir son AG et respecter les délais comptables dans le contexte de la crise du Covid-19
- Prêt garanti par l'Etat
- Engagement de responsabilité pour les grandes entreprises bénéficiant de mesures de soutien en trésorerie
- Les mesures de soutien aux entreprises
- Plan de soutien aux entreprises françaises exportatrices
- Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation
- Décret n° 2020-394 du 2 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation
- Décret n° 2020-433 du 16 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation
- Décret n° 2020-378 du 31 mars 2020 relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19

6. Organisation du travail

- Questions-réponses Ministère du Travail
- Communication du Ministère du travail : les obligations des employeurs
- Communiqué du Ministère du travail précisant les modalités d'organisation du travail à adopter
- Anact : coronavirus quels enjeux de conditions de travail
- INRS : COVID-19 et entreprises – foire aux questions

- Mise à disposition
- Sécurité et santé des travailleurs : les obligations générales de l'employeur et sa responsabilité

7. CNIL

- Mise en place télétravail
- Bonnes pratiques télétravail
- Les conseils de la CNIL pour utiliser les outils de visioconférence
- Les relations avec la CNIL pendant l'état d'urgence sanitaire

8. Activité partielle

- Code du travail : articles L5122-1 à L5122-5
- Code du travail : articles R5122-1 à R5122-26
- Code du travail : articles L.3232-1 et suivants
- Circulaire DGEFP n°2013-12 du 12 juillet 2013 relative à la mise en œuvre de l'activité partielle et documentation technique
- Arrêté du 26 août 2013 fixant les contingents annuels d'heures indemnisables
- Arrêté du 31 mars 2020 modifiant le contingent annuel d'heures indemnisables au titre de l'activité partielle pour l'année 2020
- Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020 relatif à l'activité partielle
- Version consolidée du décret
- Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle
- Décret n° 2020-435 du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle
- Communiqué du Ministère du travail du 16 mars 2020
- Fiche du ministère du Travail relative à l'activité partielle
- Notice DGEFP
- Communiqué sanctions activité partielle
- Urssaf activité partielle
- Position de place couverture complémentaire
- Consigne technique couverture complémentaire
- Questions-réponses activité partielle
- Simulateur de calcul activité partielle
- Formation professionnelle des salariés en activité partielle

9. Arrêt maladie

- Décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus
- Décret n° 2020-193 du 4 mars 2020 relatif au délai de carence applicable à l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière pour les personnes exposées au coronavirus
- Décret n° 2020-434 du 16 avril 2020 relatif à l'adaptation temporaire des délais et modalités de versement de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail
- Décret n° 2020-459 du 21 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus
- Arrêt maladie pour salariés sans possibilité de télétravail présentant un risque élevé
- Arrêt personne à risque élevé (Ameli.fr)
- Fiche arrêt de travail
- Communiqué - Personnes vulnérables et salariés en arrêt pour garde d'enfant : un nouveau dispositif simple et protecteur

10. Formation – apprentissage

- Communiqué du Ministère du travail du 15 mars 2020
- Mise à disposition des CFA et des organismes de formation d'outils et de contenus pédagogiques à distance permettant de garantir la continuité de l'activité de formation
- Questions-réponses apprentissage
- Questions-réponses formation professionnelle
- Questions-réponses CPF
- Questions-réponses projet de transition professionnelle
- Guide GARF, Former ses salariés pendant la pandémie
- Instruction DGEFP du 9 avril 2020 relative au renforcement du FNE-Formation dans le cadre de la crise du Covid-19
- Impact des mesures d'endiguement de la pandémie
- Communiqué - Organisation pour le passage des diplômes en apprentissage
- Convention FNE Formation
- Demande subvention FNE Formation

11. Santé au travail

- Instruction DGT du 17 mars 2020 relative au fonctionnement des services de santé au travail pendant l'épidémie de Covid 19
- Instruction DGT du 2 avril 2020 relative à l'activité des services de santé au travail inter-entreprises et de leurs personnels pendant l'épidémie de Covid-19

- Décret n° 2020-410 du 8 avril 2020 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire

12. Guides sectoriels et fiches métiers utiles

- Guide BTP
- Guide filière bois
- Bonnes pratiques transport de fonds
- Guide des bonnes pratiques du transport routier de marchandises et des prestations logistiques

Les fiches métiers sont accessibles ([ici](#))

- Fiche "Travail dans l'intérim"
- Fiche "Bureaux de contrôle, de vérification, de diagnostic"
- Fiche "Gestion des locaux communs et vestiaires"
- Fiche "Travail dans la restauration collective ou la vente à emporter"
- Fiche "Prestataire d'entretien de locaux"
- Fiche "Travail dans la collecte des ordures ménagères"
- Fiche "Agent de maintenance"
- Fiche "Travail dans le dépannage - Intervention à domicile"
- Fiche "Conseiller clientèle et/ou personnel d'accueil dans le secteur de la banque"
- Fiche "Opérateur en centre d'appels"
- Fiche "Chauffeur livreur"

13. URSSAF

- FAQ Urssaf
- Communiqué URSSAF absence de prélèvement de l'échéance mensuelle du 20 mars
- Communiqué Acof du 23 mars
- Urssaf report échéances 15 avril
- Urssaf : action sociale pour les travailleurs indépendants
- Urssaf : des mesures exceptionnelles pour l'échéance du 20 avril

14. Dialogue social

- Décret n° 2020-419 du 10 avril 2020 relatif aux modalités de consultation des instances représentatives du personnel pendant la période de l'état d'urgence sanitaire
- Décret n° 2020-441 du 17 avril 2020 relatif aux délais d'extension des accords de branche ayant pour objet de faire face aux conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19

15. Inspection du travail

- Instruction DGT du 17 mars 2020 relative au traitement des demandes d'autorisation de licenciement ou de transfert du contrat de travail des salariés protégés durant la période crise liée à la pandémie covid-19 ainsi qu'à l'instruction des recours hiérarchiques
- Note DGT du 30 mars 2020 relative aux modalités d'intervention du système d'inspection du travail dans les entreprises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire
- Instruction DGT du 7 avril 2020 relative au traitement des demandes d'autorisation de rupture ou de transfert du contrat de travail des salariés protégés durant la période de l'état d'urgence justifié par la pandémie COVID-19, ainsi qu'à l'instruction des recours hiérarchiques contre les décisions prises dans ce domaine

16. Stagiaires

- Convention de stage à distance
- Avenant convention de stage (français)
- Avenant convention de stage (anglais)
- Plan de continuité pédagogique

17. Travailleurs étrangers

- Communiqué du Ministère de l'Intérieur
- Communiqué du Ministère du Travail sur la situation des travailleurs frontaliers
- Certificat Belgique

18. Organisation juridictionnelle

- Circulaire de présentation des dispositions du titre I de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période
- Circulaire de présentation de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété.